



La crise d'identité : trois scénarios

Dans ce contexte de crise d'identité majeure qui est plus qu'une simple crise de croissance, trois scénarios sont possibles et 2010-2015, c'est demain matin à l'horizon de l'histoire.

● Le scénario du déclin

Le premier scénario, le plus négatif, celui que nous devons éviter, c'est celui du déclin qui consisterait à réaliser que l'euro a été le point culminant de l'Europe. Et qu'à partir de cet achèvement de notre identité monétaire, nous irions en nous diluant ne devenant plus qu'une simple zone de libre-échange, un club de nations prospères et frileuses qui

s'apparenterait davantage à une grande Suisse certes, riche, mais provinciale et largement inexistante sur la scène de l'histoire. Si ce scénario se réalisait, les 50 dernières années n'auraient été qu'une illusion, l'illusion que nous avons surmontée par la paix et la réconciliation le déclin lié

à notre suicide historique au cours de la grande guerre civile européenne qu'ont été les première et deuxième guerres mondiales. L'Europe certes aurait été réconciliée, mais comme l'avait été l'Italie du XVI^e siècle. Florence, Venise, Pise, Sienna, ne se faisaient plus la guerre, mais parce qu'elles n'existaient plus, prises entre les Habsbourg d'Espagne, et la France qui n'était pas encore celle des Bourbons. Et il y a un risque. Vu de Washington aujourd'hui, c'est bien ce scénario-là qui est privilégié face à la montée d'un Moyen-Orient qui géographiquement va désormais

du Maghreb au Pakistan, face à la montée d'une Asie autour de la Chine, de l'Inde. L'Europe même si elle s'élargit géographiquement s'est réduite géopolitiquement. Elle n'existe plus beaucoup dans le regard de Washington sinon comme un musée de la beauté, de l'art de vivre, et de l'égoïsme et comme une source d'irritation croissante.

● Le scénario du sursaut

Le deuxième scénario, qui est bien entendu celui que j'appelle de mes vœux, est celui du sursaut, celui d'une Europe qui sait dépasser ses contradictions, qui retrouve à travers non pas l'élargissement car le terme est faux, mais à travers

sa réunification, avec sa géographie et son histoire les sources de son énergie. Un nouveau départ à partir de frontières nouvelles et à partir d'un esprit. Nous savons dépasser nos contradictions, et nous redevons un acteur majeur de l'histoire. Entendons-nous bien, le rêve d'une Europe puissance au sens classique

du terme n'a été depuis 30 ans que le projet des Français. Ce n'est pas un projet européen, c'est un projet français qui n'est pas réellement partagé par la majorité des pays européens.

● Le scénario de la débrouillardise

Entre le scénario du déclin et le scénario du sursaut, il y en a bien évidemment un troisième intermédiaire qui est le scénario de la débrouillardise. Au fond, l'Europe continue cahin-caha dans sa contradiction, dans ses illogismes, mais ça





se passe plutôt bien. Elle demeure démocratique, elle demeure prospère et elle retrouve une forme d'énergie qu'elle n'arrive pas à traduire totalement sur la scène internationale car elle est essentiellement hybride, mi-fédérale, mi-nationale, et de plus en plus régionale. L'Europe, on l'a dit de multiples fois, c'est la rencontre d'un espace géographique et d'un projet politique.

Nouvelle Europe : les cinq défis

● Le défi de l'élargissement

Confrontée au double défi de l'élargissement et de la réforme institutionnelle, l'Europe ne sait plus aujourd'hui quelle est sa géographie et quel est son projet politique.

La plus grande difficulté pour l'identité européenne, c'est de savoir aujourd'hui jusqu'où l'on va et on ne le sait pas.



L'Europe, en l'espace de quelques mois, est passée de 15 à 25 membres. Un élargissement qui sera une réunification, qui sera accompli dans moins d'un an. Mais nous savons que ces 25 pays ne sont qu'une étape. Dans 4 ans, l'Europe sera à 27 avec la Bulgarie et la Roumanie. Et puis très vite,

il y aura l'Europe balkanique qui frappera à la porte de l'Union Européenne. Déjà aujourd'hui, une partie des Balkans entre dans l'Europe avec la Slovénie. Demain grâce à la bénédiction du Pape et grâce à l'action de ses habitants, la Croatie sortira rapidement de la nasse balkanique. Et il n'y a aucune raison demain d'exclure des pays comme la Serbie et le Monténégro sans parler de la Macédoine, du Kosovo, de l'Albanie. À partir du moment où ils remplissent les critères de Copenhague sur le plan démocratique et sur le plan économique, ils ont vocation à entrer dans l'Union Européenne.

Et puis il y a ce qu'on appelle la dimension Est de l'Europe. Des pays qui se trouvent aujourd'hui entre la Russie et la Pologne ou la Roumanie, l'Ukraine qui a la taille et la démographie de notre pays la France pratiquement, la Moldavie, la Biélorussie. Jusqu'où peut aller l'Europe ? En fait, il y a deux pays qui incarnent dans leurs défis toutes les ambiguïtés de l'identité européenne. Ces pays sont très différents, l'un est officiellement candidat à l'Europe depuis plus de 40 ans, l'autre n'est pas candidat à l'Union Européenne, mais incontestablement une puissance en Europe et une puissance européenne. Ces deux pays sont bien évidemment la Turquie et la Russie.

- La question turque

Au plan de l'économie et de la démocratie, la Turquie est beaucoup plus proche de l'Europe que ne l'est la Russie et pourtant elle pose problème. Nous lui disons tous les jours que nous l'attendons à bras ouverts et tous les jours nous lui mentons. Et la raison fondamentale, c'est bien évidemment la religion. Est-ce que nous pouvons accepter demain 70 à 80 millions de musulmans dans l'Union européenne ?



Mais est-ce que nous pouvons fermer la porte de l'Union à la Turquie parce qu'elle est musulmane au moment où nous voulons intégrer l'islam modéré, moderne, au sein de l'Union européenne ? Au moment où au sein même de nos pays, nous avons des minorités islamiques très importantes, pouvons-nous sans risque fermer les portes de l'Union européenne à la Turquie ? C'est un pari immense, il y a le risque de l'ouverture et il y a le risque qui me paraît plus grand encore de la fermeture. Comment éviter la tentation de l'Orient à la Turquie si on lui ferme la porte au nez ? Nous avons besoin d'elle, mais nous ne savons pas comment l'intégrer. Nous avons besoin de la Turquie pour résoudre des problèmes que sans elle nous ne pouvons pas résoudre comme la relation avec l'islam, comme au sein même de l'Union européenne demain, la résolution du problème chypriote.

- *La dimension russe*

La Russie nous pose un autre type de défi, celui d'un pays immense qui simplement, si l'on considère ses éléments russes, fait plus de 150 millions d'habitants, c'est-à-dire l'équivalent de l'Allemagne et de la Turquie mises ensemble. C'est un pays incontestablement lié à notre histoire. La culture européenne ne serait pas ce qu'elle est sans la terre de Tolstoï, de Pouchkine ou de Dostoïevski. Mais c'est un pays dont l'histoire a toujours été aux marges de l'Europe et c'est un pays qui aujourd'hui encore, sur le plan des critères qui sont les nôtres, la démocratie, l'économie de marché, pose problème. Alors la Russie n'est pas candidate aujourd'hui à l'Union Européenne, elle se considère comme trop importante pour entrer dans la bureaucratie bruxelloise. Elle se veut comme

un pôle d'attraction ou de peur pour les autres. Nous devons dans les années qui viennent, redéfinir notre relation avec ce grand pays dont la croissance économique aujourd'hui se rapproche davantage de l'Asie que de l'Europe. Aujourd'hui grâce à la montée des prix du pétrole, l'industrie russe progresse bon an mal an de 5 à 7 % par an, ce qui est considérable quand on regarde aujourd'hui les taux de régression de nos économies.



Pour moi,

la géographie des valeurs

l'emporte sur la valeur de la géographie

Alors le premier défi, c'est le défi de l'élargissement qui nous pose le problème de savoir ce que nous sommes vraiment, un club démocratique, un club culturel, un club géographique, un club religieux ? Bien évidemment pour moi, la géographie des valeurs l'emporte sur la valeur de la géographie. C'est à partir des valeurs qu'il faut continuer de bâtir l'Europe. Mais ça pose la question, la deuxième, celle du projet politique qui doit être le nôtre.

● **Le défi des institutions**

Nous sommes fiers de notre identité démocratique. Quand l'européen se tourne vers les Etats-Unis, il se considère comme représentant l'Occident civilisé, l'Occident humain, l'Occident démocratique au-delà de la peine de mort, au-delà de la brutalité et de la violence.



Que voulons-nous être ?



Mais quelque part, nous sommes traversés nous aussi par une grave crise de la représentativité politique. En Europe, dans tous les pays de l'Europe, on vote de moins en moins et on manifeste de plus en plus et parfois violemment et bruyamment. Dans cette Europe qui dit non à la peine de mort, nous avons condamné il y a quelques jours, quelques semaines, à la mort prématurée par indifférence une dizaine de milliers de personnes, les vieux qui sont morts parce que les solidarités familiales, parce que la société, parce que l'Etat n'a pas su faire face à ce défi. Nous devons nous aussi faire preuve de modestie et d'autocritique quand nous nous présentons comme le cœur

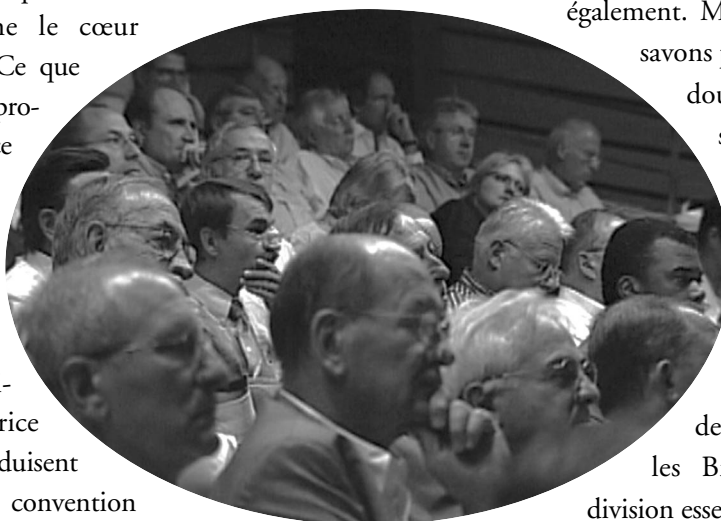
de la civilisation. Ce que nous ne savons pas profondément, c'est ce que nous voulons être, ce que nous pouvons être. Et il y a aujourd'hui une sorte de confusion, d'ambiguïté, constructrice pour partie, que traduisent les travaux de la convention qui débouchera, je l'espère demain, dans une vraie constitution européenne.

Les trois pouvoirs clés de l'Europe vont voir leurs compétences être également renforcées. Il y aura demain plus de Parlements, plus de pouvoirs législatifs, plus de Commissions Européennes et plus de Conseils Européens. Potentiellement, la constitution que nous avons est fédéraliste, un fédéralisme qui avance masqué, mais elle est réellement contradictoire. Et tout dépendra dans les semaines qui vont suivre le lancement de cette nouvelle Europe, des personnalités

que nous désignerons pour nous représenter. Si la Commission continue à être incarnée par des personnalités faibles, eh bien elle perdra du pouvoir, elle deviendra une simple administration. Si le nouveau Président du Conseil Européen est un sage modeste et effacé, il ne menacera pas réellement le Président de la Commission Européenne. Et le choix du futur ministre des Affaires étrangères de l'Europe qui aura pour mission d'incarner l'identité internationale de l'Europe, d'être l'homme qui pourra prendre au téléphone Colin Powell, s'il est encore Secrétaire d'Etat aux Etats-Unis est tout à fait décisif également. Mais en fait, nous ne

savons pas qu'il y a un débat double entre ceux qui sont fédéralistes dans l'âme comme les Allemands, ceux qui ont une vision essentiellement intergouvernementale du futur de l'Europe comme les Britanniques et une division essentielle entre les petits

et les grands pays. Au fond, cette distinction est fondamentale. Aujourd'hui s'est terminée à Prague la réunion que j'appellerais la révolte des petits. Autour du Président Tchèque qui n'est pas un euro enthousiaste Vaclav Klaus, se sont réunis 15 pays qui ont voulu protester au nom des petits pays contre les privilèges des grands. En fait, ce qui est absent dans tout cela, c'est l'idéal européen, c'est l'idée que l'on puisse être représenté au-delà de sa nation par quelqu'un qui incarne une partie essentielle de son identité, un Européen.





● **Le défi Europe - Washington**

La grande difficulté pour nous aujourd'hui, c'est que nous vivons à un niveau d'identités multiples. Nous sommes tous le porteur de cette contradiction. Vous vous réveillez Corse le matin, vous êtes Français peut-être l'après-midi, Européen le soir, et cela se reproduit en Écosse, en Bavière.

Pour se sentir bien à ce niveau, on doit se sentir bien avec son identité centrale. On doit se sentir porté par la dynamique de l'histoire, être conscient que ce surplus d'identité est un plus et pas un moins.

Or, ce n'est pas le cas pour une grande partie d'Européens. Ce n'est pas le cas non plus parce que sur une des questions essentielles de notre identité, la relation avec Washington, nous sommes profondément divisés sinon schizophrènes.

L'Europe a été, on l'a dit de multiples fois, une des victimes de la dernière guerre en Irak. Il n'y a pas eu d'unité européenne sur cette question. Il y a eu une grande contradiction entre l'émergence d'une société civile européenne unie largement contre la guerre de Varsovie à Rome, de Madrid à Paris ou Berlin ou même à Londres, indépendamment des positions prises par les gouvernements respectifs de l'Europe. Des intellectuels comme le philosophe Allemand Habermas ou le Français Jacques Dérída se sont réjouis de cette émergence, de cette société civile

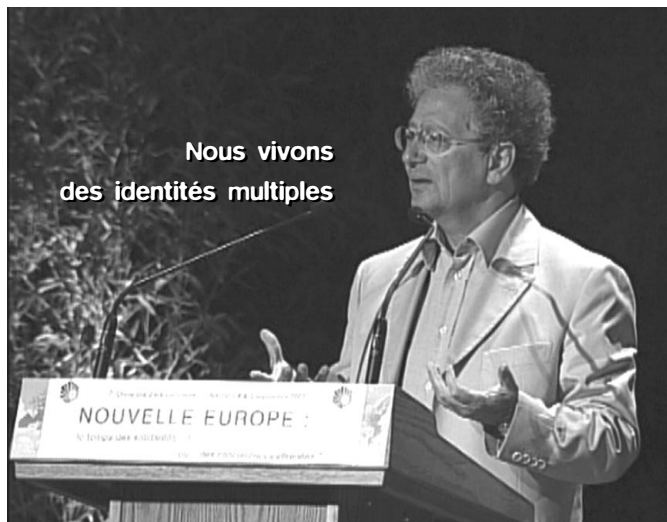
européenne. Mais c'était une société civile européenne unie derrière le nom et pas nécessairement derrière un projet. En contradiction avec cette société civile européenne, vous aviez à l'inverse des gouvernements européens profondément divisés sur la relation à avoir avec Washington.

Aujourd'hui, dans l'Europe à 25, vous avez 14 pays qui considèrent que l'identité euro-atlantique est vitale pour eux et 11 pays qui se sont ralliés derrière la France et l'Allemagne dans leurs critiques et leurs oppositions à la guerre américaine. Le Président Jacques Chirac était

majoritaire dans l'opinion publique européenne, il était minoritaire au niveau des gouvernements européens.

Je crois que nous devons partir de deux idées fortes. Il y a aujourd'hui un Occident Américain et un Occident Européen qui n'ont plus les mêmes valeurs, qui

n'ont plus les mêmes approches du Monde, qui n'ont plus les mêmes moyens. Mais ces deux Occidents sont unis au bout du compte par une communauté d'intérêts et de solidarité.



Nous ne pouvons bâtir une Europe contre les Etats-Unis

Nous ne pouvons pas bâtir l'Europe contre les Etats-Unis. Il n'existe pas aujourd'hui dans l'Europe à 25 de majorité pour le faire. Et nous n'a-



vons pas les moyens d'être demain un anti-pouvoir face à Washington, nous ne nous en donnons pas les moyens et nous n'en avons pas les moyens. Donc, nous devons concevoir notre projet à côté, mais pas contre. Nous ne devons pas rêver d'être l'Athènes de Rome, les Anglais l'ont fait dans les années 50 et cela n'a pas marché. Nous devons réinventer quelque part un concept d'un Occident basé sur deux pôles : un pôle américain et un pôle européen. Des pôles différents, mais complémentaires, qui ont besoin d'apprendre l'un de l'autre. Je dirais qu'aujourd'hui l'Europe a besoin d'apprendre de l'ambition américaine et l'Amérique a besoin d'apprendre d'une certaine modestie européenne dans le regard de l'autre. L'Amérique impériale qui n'est pas impérialiste ne sait absolument pas comment traiter les affaires du Moyen-Orient. Peut-être elle pourrait apprendre avec un certain profit des anciennes puissances coloniales que nous sommes, de nos échecs en particulier, qu'on ne sait pas faire le bonheur des autres sans les mêler à la conception de ce projet.

● Le défi démographique



Au-delà de ces trois défis que sont l'élargissement, la réforme des institutions, la relation avec Washington, l'Europe se trouve confrontée à un défi démographique essentiel que je résumerais de la manière suivante : il existe aujourd'hui une contradiction fondamentale entre le besoin économique, rationnel, d'un apport démographique très

important pour le continent qui vieillit le plus et en même temps, la tentation, émotionnelle, d'une fermeture réelle de l'Europe.



Nous n'avons jamais eu autant besoin de l'autre, mais nous n'avons jamais été aussi peu prêts d'accepter l'autre

Nous n'avons jamais eu autant besoin de l'autre, nous n'avons jamais été aussi peu prêts d'accepter l'autre. Mais il y a aussi un problème, c'est que la nature de l'immigration a changé. Lorsque les Italiens, les Russes, les Allemands pauvres rejoignaient les Etats-Unis à la fin du XIX^e siècle, ils voulaient participer au rêve américain et se fondre le plus rapidement possible dans ce nouveau projet.



Les nouveaux arrivants ne rejoignent pas un rêve, ils quittent un cauchemar

Les nouveaux immigrants ne veulent pas disparaître en terme d'identité, ils ne rejoignent pas un rêve, ils quittent un cauchemar et ils veulent rester eux-mêmes à l'intérieur du pays qui leur apporte un havre de paix et de prospérité. Leur ambition est de se retirer de l'histoire tragique qui a été la leur, non de rejoindre l'histoire nécessairement heureuse qui est la nôtre. Ceci pose le problème de l'intégration de cette nouvelle catégorie d'immigrants. Il est évident que nous n'avons pas bien réussi au cours des dernières années, que c'est largement notre faute, mais que ça n'est pas seulement la nôtre et que les responsabilités doivent être assumées de part et d'autre. Mais nous devons être conscients de ce problème.



Nous devons dépasser cette contradiction entre la rationalité et les émotions, sinon nous nous condamnerons nous-mêmes à l'impuissance, ce qui m'amène au dernier défi qui est bien évidemment celui de la volonté.

● Le défi de la volonté

Nous nous gargarisons depuis des années de sécurité européenne, de diplomatie européenne, de la constitution d'un pilier international de l'Europe, mais nous donnons-nous les moyens de nos ambitions ?

Les Français et les Britanniques ont lancé en 1998 le processus de Saint Malo. Au bout du compte, il n'a débouché nulle part parce que les Anglais n'ont pas su rompre avec les Américains, parce que les Français n'ont pas su se rapprocher assez de l'OTAN pour répondre aux inquiétudes britanniques. Aujourd'hui, notre pays est montré du doigt comme un des mauvais élèves de l'Europe. Et au moment où notre déficit atteint un niveau record, nous venons de décider une baisse assez spectaculaire de nos impôts.



Se donner les moyens de son ambition

Il est vrai qu'il y a là des contradictions fondamentales auxquelles nous devons faire face. Et si au moment où nous parlions de puissance, nous nous condamnons nous-mêmes à l'impuissance ?

L'Europe d'hier quand elle fonctionnait réellement était dominée par ce double pilier qu'étaient l'Allemagne et la France et par la réconciliation franco-allemande. Mais la réconciliation, Dieu merci, est derrière nous. À la génération de mes enfants ou de vos enfants, l'idée de réconci-

liation ne signifie plus rien, ils sont réconciliés depuis longtemps avec leurs camarades allemands. Et les Allemands et les Français sont entrés l'un comme l'autre dans un processus, si j'étais méchant, je dirais de décadence compétitive. Car à bien des égards, il n'y a plus de modèle allemand, le modèle rhénan ne fonctionne plus depuis une quinzaine d'années et l'Allemagne aujourd'hui ne peut pas donner de modèle au Monde, ne peut plus jouer le rôle qui était le sien en Europe parce qu'elle était encore en train d'absorber l'Allemagne de l'Est et parce qu'elle est encore à la recherche de réformes structurelles qu'elle n'arrive pas à dominer.

Par charité chrétienne, je ne m'attarderai pas longtemps sur notre pays, mais qui est plein de contradictions dans sa politique européenne. Au fond, quelque part, nous considérons l'Europe comme un projet français. L'Europe, c'était la poursuite de la France par d'autres moyens. À partir du moment où nous nous posons des questions sur la validité de ce moyen, le moteur français n'est plus celui qu'il était. À cela, il y a sans doute des raisons majeures qui tiennent à la renaissance au sein des populations européennes de la tentation d'un repli sur soi, national, identitaire.



Attention, les émotions ne vont pas dans le sens de l'Europe !

Plus l'Europe est une réalité, moins les frontières existent, plus nous cherchons le culte de la différence marginale. Les incidents de cet été entre M. Berlusconi et M. Schröder étaient ridicules et traduisaient davantage la personnalité politique particulière de M. Berlusconi. Mais ce qui m'a frappé, c'est que les opinions publiques



italiennes et allemandes ont suivi leurs dirigeants. Ces querelles absurdes de clocher sont partagées quelque part.

Nous devons faire attention, les émotions ne vont pas dans le sens de l'Europe. Nous le voyons très bien en matière sportive, les Italiens étaient plutôt pour le Brésil dans la finale célèbre contre la France parce qu'ils avaient été vaincus par la France. Quelque part, le sport est en train d'envahir au niveau des émotions le tissu de notre construction européenne et ceci me paraît tout à fait dangereux.

En fait, l'Europe est à un tournant. Dans un peu plus d'une semaine, il va se tenir en Suède un référendum sur l'euro. J'arrive de Stockholm où j'étais hier. Il est probable que le non va l'emporter. Aujourd'hui l'écart est de près de 14 % entre ceux qui soutiennent le projet européen et ceux qui s'y opposent. Ça n'est pas fondamental, l'Europe survivra au "non" suédois à l'euro.

Il y a réellement, soyons-en conscients, un risque que l'Europe devienne impuissante et largement marginalisée. Si nous voulons répondre au regard méprisant de Washington, la balle est dans notre camp. Rétablir une relation transatlantique équilibrée passe avant tout par l'effort des Européens. C'est une chose de critiquer l'Amérique, c'est une chose de critiquer son

aventurisme, sa violence, son improvisation, son incompréhension, c'en est une autre de rester passifs dans notre coin comme des critiques mécontents.

La réponse, elle nous appartient. Nous avons sans doute 10 ans pour déterminer l'avenir de l'Europe, ce qui demande le courage politique car l'Europe ne va plus de soi. Nous devons définir un projet positif et non pas un projet négatif. Il n'y a plus la menace soviétique et nous ne pouvons pas rêver de bâtir l'Europe

contre les Etats-Unis puisqu'il n'y a pas de majorité en Europe sur ce projet.

Donc, nous devons définir un projet qui soit un projet généreux, qui soit un projet volontaire, mais qui soit un projet de sacrifices aussi. Quelque part, nous devons

travailler plus. Je me rappelle avoir été au Forum Économique Mondial de Davos lorsque le projet des 35 heures a été lancé, et c'était au début de la crise économique asiatique. Et en face de moi, il y avait le ministre des Affaires étrangères coréen qui disait : " Vous êtes extraordinaires, vous Européens, quand vous êtes confrontés à la crise économique, vous décidez de travailler moins. Nous, quand nous sommes confrontés à la crise économique, eh bien nous décrétons la semaine de 70 heures ". Et il le disait à peine en riant. Mais il y a une contradiction qui n'est pas gérable à terme.





**Nous sommes
en train de perdre la guerre
de la compétitivité économique
avec les Etats-Unis**

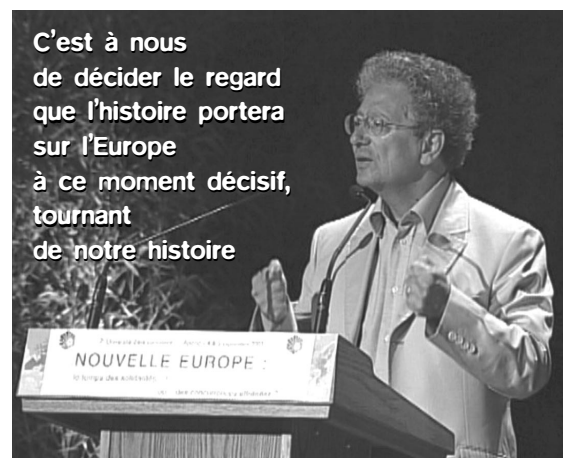
L'Amérique est un miroir qui révèle nos forces et nos faiblesses. Elle est un appel à la compétition. Elle est un monde de l'excellence. Nous sommes en train de perdre la guerre de la compétitivité économique avec les Etats-Unis.



Ne nous gargarisons pas de mots. S'il y a aujourd'hui 90 % de prix Nobel qui viennent des Etats-Unis, c'est parce que 90 % du budget de la recherche fondamentale dans le Monde est aux Etats-

Unis. Le ministre des Affaires étrangères Français Dominique de Villepin lors de la dernière Conférence des Ambassadeurs a appelé les Européens à un objectif de 3 % du budget de recherche. C'est très bien, mais ça faisait déjà partie des objectifs qui avaient été définis en l'an 2000 et nous en sommes très loin. Donc, c'est à nous de décider le regard que l'histoire portera sur l'Europe à ce moment décisif, tournant de notre histoire.

Nous pouvons devenir une grande Suisse et je ne suis pas sûr que ce soit l'idéal qui doit être le nôtre car je pense qu'on s'ennuie quand même un peu en Suisse à regarder l'histoire passer, ou nous pouvons à nouveau devenir aux côtés des Etats-Unis, aux côtés de la Chine, aux côtés de l'Inde, aux côtés d'autres puissances un acteur de notre histoire. Nous ne serons jamais la puissance militaire que sont les Etats-Unis, mais nous devons être autre chose qu'une pure puissance civile si nous voulons pouvoir gérer nos choix.



Je ne crois pas avoir été très optimiste, je ne pense pas non plus avoir été pessimiste, c'est la célèbre formule de Gramsci qui m'anime : "Nous devons avoir le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté". Je terminerai sur l'optimisme de la volonté.